

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 02 — 3122

[C — 27557]

5 NOVEMBER 1992. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van de wijziging aangebracht in het bij het ministerieel besluit van 25 februari 1980 gevoegd reglement van de door het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië) door middel van de kapitalen van het B2-Fonds toe te stane leningen

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 38 en 77*quater*;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 1980 betreffende de aanwending, voor het Waalse Gewest, door het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » van de uit het B2-Fonds voortkomende kapitalen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 juli 1981, 30 juli 1981, 21 oktober 1981 en bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 27 april 1983, 6 maart 1986, 18 september 1986 en 5 april 1990;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 februari 1980 houdende goedkeuring van het reglement van de leningen, in het Waalse Gewest, toe te staan door het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » door middel van de kapitalen die voortkomen van het B2-Fonds, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 30 juli 1981, 23 oktober 1981, 27 april 1983, 26 maart 1985, 6 maart 1986, 18 september 1986 en 5 april 1990;

Gelet op de onder voorbehoud van de ministeriële goedkeuring op 5 oktober 1992 door de Raad van bestuur van het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Is goedgekeurd de bijgaande wijziging die wordt aangebracht in het bij het ministerieel besluit van 25 februari 1980 gevoegde reglement van de leningen die krachtens artikel 17 van het koninklijk besluit van 24 januari 1980 betreffende de aanwending, voor het Waalse Gewest, door het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie », van de uit het B2-Fonds voortkomende kapitalen.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 oktober 1992.

Brussel, 5 november 1992.

R. COLLIGNON

Bijlage

Wijziging aangebracht in het bij het ministerieel besluit van 25 februari 1980 gevoegd reglement van de in het Waalse Gewest door het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » door middel van de kapitalen van het B2-Fonds toe te stane leningen

Artikel 1. Artikel 19 van voornoemd reglement wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 19. De toegelaten hypothecaire leningen van de tweede rang mogen, zonder inachtneming van hun bestemming, 750 000 BF niet overschrijden. »

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 5 november 1992.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

F. 02 — 3123

[C — 27564]

19 NOVEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon réglant l'intervention financière en faveur des communes qui s'inscrivent dans une politique de traitement des déchets

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 30 avril 1992 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1992, notamment l'article 43.03.01 du programme 01 de la section 40, portant un crédit de 140,1 millions de francs;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980 et par la loi du 16 juin 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 19 du décret du 30 avril 1992 précité autorise l'Exécutif à répartir l'intervention complémentaire en faveur des communes à concurrence des allocations de base inscrites à l'article 43.03.01 du programme 01 de la section 40;

Considérant que cette intervention financière en faveur des communes pour l'année 1992 dépend entièrement de la mise en vigueur du présent arrêté;

Considérant que, dans l'intérêt des finances communales, elle doit intervenir au plus tôt, compte tenu des besoins pressants de rentrées financières pour les communes;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle l'octroi par la Région d'une intervention financière complémentaire en faveur des communes s'inscrivant dans une politique de traitement des déchets ménagers et des déchets industriels.

Art. 2. Un montant de 148,1 millions de francs, inscrit à charge de l'allocation de base 43.03.01 du programme 01 de la section 40 du budget administratif 1992 du Ministère de la Région wallonne, est réparti entre les communes, conformément aux articles 3 à 6.

Art. 3. 18 % du montant visé à l'article 2 précité sont répartis entre les communes sur le territoire desquelles est implantée une usine de traitement des déchets, dont 11 % pour les déchets ménagers et 7 % pour les déchets industriels.

Cette répartition est effectuée au prorata des capacités de traitement des usines exprimées en tonnes.

Pour les déchets ménagers, seules les tonnes de déchets traités selon les procédés de l'incinération, du broyage-triage-compostage et du tri-valorisation sont prises en compte pour le calcul des capacités.

Pour les déchets industriels, seules les techniques de valorisation énergétique sont prises en compte pour le calcul des capacités.

Art. 4. 27 % du montant visé à l'article 2 précité sont répartis entre les communes sur le territoire desquelles sont situées des décharges de classe 2, autorisées conformément à l'article 19 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets et de l'article 32 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

Cette répartition est effectuée au prorata des volumes de ces décharges tels qu'ils ont été autorisés conformément à l'arrêté précité.

Art. 5. 6 % du montant visé à l'article 2 précité sont répartis entre les communes sur le territoire desquelles sont aménagées des stations de transfert des déchets ménagers.

Cette répartition est effectuée au prorata de la surface des stations de transfert, exprimée en mètres carrés.

On entend, dans le présent arrêté, par station de transfert, une aire géographique servant de relais entre les communes bénéficiaires et l'usine de traitement où ces communes bénéficiaires rassemblent leurs déchets, soit pour éviter une distance trop grande d'acheminement des déchets, soit en vue de l'acheminement des déchets par un autre moyen de transport.

Art. 6. 39 % du montant visé à l'article 2 précité sont répartis entre les communes qui font procéder au traitement de leurs déchets ménagers selon les trois procédés de traitement retenus à l'article 3.

Cette répartition est effectuée au prorata du résultat obtenu en multipliant le chiffre de leur population par celui de la distance, exprimée en kilomètres, entre le centre administratif de la commune bénéficiaire et le centre administratif de la commune où est située l'usine de traitement ou la station de transfert.

Le chiffre de la population pris en considération pour chaque commune concernée résulte du relevé des chiffres officiels de la population au 1er janvier de l'année 1992, publié au *Moniteur belge* par l'Institut national de Statistique.

Le kilométrage, arrondi à la première décimale, est relevé à vol d'oiseau entre le centre administratif de la commune bénéficiaire et le centre administratif de la commune où est située l'usine de traitement ou la station de transfert, selon le cas.

Art. 7. 10 % du montant visé à l'article 2 précité, sont répartis entre les communes qui disposent d'un parc à conteneurs, tel que défini au plan wallon des déchets, pour lequel elles contribuent financièrement, et pour autant que ce parc à conteneurs soit opérationnel au 1er juillet 1992.

Art. 8. 1° Les montants alloués en application des articles 3 à 5 du présent arrêté constituant, pour les communes, des recettes du service extraordinaire, aux termes de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale.

Ils seront affectés à des dépenses du même service liées à la protection ou à l'amélioration de l'environnement dans la commune.

2° Pour autant qu'ils ne soient pas supérieurs aux dépenses réelles liées à la collecte et au transport des déchets ménagers de l'exercice en cours, les montants alloués en application des articles 6 et 7 du présent arrêté constituant, pour les communes, des recettes du service ordinaire à affecter à la fonction 876 du budget communal.

Tout dépassement de recettes par rapport aux dépenses, doit être enregistré et affecté comme prévu au 1° du présent article.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre ayant les Pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 novembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,
G. MATHOT

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 92 — 3123

[C — 27564]

**19. NOVEMBER 1992 — Erlaß der Wallonischen Exekutive
zur Regelung der finanziellen Beteiligung zugunsten der Gemeinden,
die in Verbindung mit einer Politik zur Verarbeitung der Abfälle stehen**

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1992 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1992, insbesondere des Artikels 43.03.01 des Programms 01 des Abschnittes 40, über die Anfangshaushaltsmittel von 148,1 Millionen Franken;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des durch das Gesetz vom 9. August 1980 und das Gesetz vom 16. Juni 1989 abgeänderten Artikels 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der Artikel 19 des vorerwähnten Dekrets vom 30. April 1992 der Exekutive erlaubt, die zusätzliche Beteiligung an die Gemeinden bis zu den in Artikel 43.03.01 des Programms 01 des Abschnittes 40 eingetragenen Zuschüsse zu verteilen;

In der Erwägung, daß diese finanzielle Beteiligung zugunsten der Gemeinden für das Haushaltsjahr 1992 völlig vom Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses abhängt;

In der Erwägung, daß diese Beteiligung im Interesse der Finanzen der Gemeinden unter Berücksichtigung des dringenden Bedarfes an finanziellen Einnahmen für die Gemeinden so schnell wie möglich stattfinden soll;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den bezuschußten Arbeiten.

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Der vorliegende Erlaß regelt die Zulassung, durch die Region, einer zusätzlichen finanziellen Beteiligung zugunsten der Gemeinden, die in Verbindung mit einer Politik zur Verarbeitung des Hausmülls und der Industrieabfälle stehen.

Art. 2. Ein Betrag von 171,3 Millionen Franken, der zu Lasten des Zuschusses 43.03.01 des Programms 01 des Abschnittes 40 des Verwaltungshaushaltes 1992 des Ministeriums der Wallonischen Region eingetragen ist, wird unter die Gemeinden entsprechend Artikel 3 bis 6 verteilt.

Art. 3. 18 % des in Artikel 2 vorerwähnten Betrages werden unter die Gemeinden verteilt, auf deren Gebiet eine Anlage zur Verarbeitung von Abfälle angesiedelt ist, und zwar 11 % für den Hausmüll und 7 % für die Industrieabfälle.

Diese Verteilung wird im Verhältnis zu den in Tonnen ausgedrückten Verarbeitungskapazitäten der Anlagen vorgenommen.

Bei der Kapazitätenberechnung werden für den Hausmüll nur die Tonnen Abfälle berücksichtigt, die entsprechend den Verfahren der Verbrennung, der Vermahlung-Sortierung-Kompostierung und der Sortierung-Aufwertung verarbeitet werden.

Bei der Kapazitätenberechnung werden für die Industrieabfälle nur die Techniken zur Energieaufwertung berücksichtigt.

Art. 4. 27 % des in Artikel 2 erwähnten Betrages werden unter die Gemeinden verteilt, auf deren Gebiet sich Deponien der Klasse 2 befinden, die gemäß Artikel 19 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle und Artikel 32 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 über die kontrollierten Deponien zugelassen sind.

Diese Verteilung wird im Verhältnis zu den Volumen dieser Deponien vorgenommen, so wie diese Volumen gemäß dem vorerwähnten Artikel zugelassen worden sind.

Art. 5. 6 % des in Artikel 2 vorerwähnten Betrages werden unter die Gemeinden verteilt, auf deren Gebiet Hausmüll-Übertragungsanlagen eingerichtet sind.

Diese Verteilung wird im Verhältnis zu der in Quadratmeter ausgedrückten Fläche der Übertragungsanlagen vorgenommen.

Im vorliegenden Erlaß verstehe man unter Übertragungsanlage eine geographische Fläche, die als Relais für die begünstigten Gemeinden und die Verarbeitungsanlage dient. In dieser Fläche versammeln die Gemeinden ihre Abfälle, entweder um einen zu großen Abstand zur Beförderung der Abfälle zu vermeiden, oder zum Zwecke der Beförderung der Abfälle durch ein anderes transportmittel.

Art. 6. 39 % des in Artikel 2 vorerwähnten Betrages werden unter die Gemeinden verteilt, die die Verarbeitung ihres Hausmülls entsprechend den drei in Artikel 3 berücksichtigten Verarbeitungsverfahren vorgehen lassen.

Diese Verteilung erfolgt im Verhältnis zu dem durch Multiplizierung ihrer Bevölkerungszahl durch den in Kilometern ausgedrückten Abstand zwischen dem Verwaltungszentrum der Gemeinde und dem Ort, in dem die Verarbeitungs- bzw. Übertragungsanlage steht, erzielten Ergebnis.

Die für jede betreffende Gemeinde berücksichtigte bevölkerungszahl ergibt sich aus der durch das « Institut national de Statistique » (Landesamt für Statistik) im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Liste der offiziellen Bevölkerungszahl zum 1. Januar des Jahres 1992.

Die auf die erste Dezimale aufgerundete Kilometerzahl wird, je nachdem, in Luftlinie zwischen dem Verwaltungszentrum der begünstigten Gemeinde und dem Verwaltungszentrum der Gemeinde berechnet.

Art. 7. 10 % des in Artikel 2 vorerwähnten Betrages werden unter die Gemeinden verteilt, die über einen Containerpark verfügen, so wie er im Wallonischen Abfallplan bestimmt worden ist, und an dem sie sich finanziell beteiligen, und zwar unter der Voraussetzung, daß dieser Containerpark am 1. Juli 1992 einsatzfähig ist.

Art. 8. 1° Die in Anwendung der Artikel 3 bis 5 des vorliegenden Erlasses gewährten Beträge bilden für die Gemeinden Einnahmen des außergewöhnlichen Dienstes im Sinne des Regentenerlasses vom 10. Februar 1945 zur allgemeinen Regelung über die Gemeindebuchführung.

Sie werden für die mit dem Schutz und der Verbesserung der Umwelt in der Gemeinde verbundenen Ausgaben desselben Dienstes verwendet.

2° Unter der Voraussetzung, daß sie die mit der Sammlung und dem transport von Hausmüll des laufenden Jahres verbundenen, wirklichen Ausgaben nicht übersteigen, bilden die in Anwendung der Artikeln 6 und 7 des vorliegenden Erlasses gewährten Beträge für die Gemeinden Einnahmen des gewöhnlichen Dienstes, welche für die Posten 876 des Gemeindehaushaltes zu verwenden sind.

Jede Überschreitung der Einnahmen im Verhältnis zu den Ausgaben soll wie im 1. Punkt dieses Artikels eingetragen und verwendet werden.

Art. 9. Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10. Der Minister, in dessen Zuständigkeitsbereich die Lokale Behörden fallen, ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. November 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den bezuschulsten Arbeiten,
G. MATHOT

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

N. 92 — 3123

[C — 27564]

19 NOVEMBER 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot regeling van de financiële tegemoetkoming ten gunste van de gemeenten die in de lijn liggen van een afvalstoffenverwerkingsbeleid

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 30 april 1992 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1992, inzonderheid op artikel 43.03.01, programma 01 van afdeling 40, houdende een krediet van 148,1 miljoen frank;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980 en bij de wet van 16 juni 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 19 van voornoemd decreet van 30 april 1992 de Executieve toelaat de bijkomende tegemoetkoming ten gunste van de gemeenten te verdelen ten belope van de in artikel 43.03.01 van het programma 01 van afdeling 40 bepaalde basistoelagen;

Overwegende dat deze tegemoetkoming ten gunste van de gemeenten voor het jaar 1992 volkomen afhankelijk is van de inwerkingtreding van dit besluit;

Overwegende dat ze in het belang van de gemeentelijke financiën zo vlug mogelijk dient plaats te vinden, rekening houdend met het feit dat de gemeenten dringend behoefte hebben aan financiële middelen;

Op voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt de toekenning door het Gewest van een bijkomende tegemoetkoming ten gunste van de gemeenten die in de lijn liggen van een verwerkingsbeleid van huisvuil en industrieel afval.

Art. 2. Een bedrag van 148,1 miljoen frank, geboekt bij de basistoelage 43.03.01. van het programma 01 van de afdeling 40 van de administratieve begroting 1992 van het Ministerie van het Waalse Gewest, wordt overeenkomstig de artikelen 3 tot 6 onder de gemeenten verdeeld.

Art. 3. 18 % van het in artikel 2 bedoelde bedrag worden verdeeld onder de gemeenten op wiens grondgebied een huisvuilverwerkingsbedrijf gevestigd is, waarvan 11 % voor het huisvuil en 7 % voor de industriële afval.

Die verdeling gebeurt naar rata van het in ton uitgedrukte verwerkingsvermogen van de bedrijven.

Wat het huisvuil betreft, komen alleen de tonnen huisvuil verwerkt door verbranding, vermaling-sortering-compostbemesting en sortering-valorisatie in aanmerking voor de berekening van de vermogens.

Wat de industriële afval betreft, komen alleen de technieken die de terugwinning van de stoffen en de energetische valorisatie beogen in aanmerking voor de berekening van de vermogens.

Art. 4. 27 % van het in artikel 2 bedoelde bedrag worden verdeeld onder de gemeenten op wiens grondgebied stortplaatsen van klasse 2 gelegen zijn, toegelaten overeenkomstig artikel 19 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen en artikel 32 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen.

Die verdeling gebeurt naar rata van de volumes van die stortplaatsen zoals zij overeenkomstig voornoemd besluit werden toegelaten.

Art. 5. 6 % van het in artikel 2 bedoelde bedrag worden verdeeld onder de gemeenten op wiens grondgebied huisvuiloverdrachtstations gevestigd zijn.

Die verdeling gebeurt naar rata van de in m² uitgedrukte oppervlakte van de overdrachtstations.

In dit besluit wordt onder overdrachtstation verstaan, een geografische plaats gebruikt als aflossingspunt tussen de begunstigde gemeenten en het verwerkingsbedrijf waar die begunstigde gemeenten hun afval bijeenbrengen, hetzij om te voorkomen dat de afval over een te lange afstand wordt vervoerd, hetzij om hem op een andere wijze te vervoeren.

Art. 6. 39 % van het in artikel 2 bedoelde bedrag worden verdeeld onder de gemeenten die hun huisvuil laten verwerken volgens de drie procédés bepaald in artikel 3.

Die verdeling gebeurt naar rata van het resultaat verkregen door het bevolkingscijfer te vermenigvuldigen met de in kilometers uitgedrukte afstand tussen het administratief centrum van de begunstigde gemeente en het administratief centrum van de gemeente waar het verwerkingsbedrijf of het overdrachtstation gelegen is.

Het voor elke betrokken gemeente in aanmerking genomen bevolkingscijfer komt voort uit de lijst van de officiële bevolkingscijfers geldig op 1 januari 1992 en door het Nationaal Instituut voor de Statistiek, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Het op de eerste decimaal afgeronde aantal kilometers is gelijk aan de in vogelvlucht berekende afstand tussen het administratief centrum van de begunstigde gemeente en het administratief centrum van de gemeente waar het verwerkingsbedrijf of het overdrachtstation, al naar gelang het geval, gelegen is.

Art. 7. 10 % van het in artikel 2 bedoelde bedrag worden verdeeld onder de gemeenten die beschikken over een containerspark, zoals bepaald in het Waalse Afvalstoffenplan, waarvoor zij financieel tussenkomen, en voor zover dat containerspark op 1 juli 1992 bedrijfsklaar is.

Art. 8. 1° De overeenkomstig artikelen 3 tot 5 van dit besluit toegekende bedragen vertegenwoordigen voor de gemeenten ontvangsten van de buitengewone dienst in de zin van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding.

Die bedragen zijn bestemd voor uitgaven gedaan door dezelfde dienst met het oog op de bescherming of de verbetering van het leefmilieu in de gemeente.

2° Voor zover zij de werkelijke uitgaven voortvloeiend uit de ophaal en het vervoer van het huisvuil van het lopende dienstjaar niet overschrijden, vertegenwoordigen de overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van dit besluit toegekende bedragen voor de gemeenten ontvangsten van de gewone dienst die voor functie 876 van de gemeentelijke begroting bestemd dienen te worden.

Telkens als het bedrag van de ontvangsten dat van de uitgaven overschrijdt, dient het verschil geboekt en bestemd te worden zoals bepaald in punt 1° van dit artikel.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de Plaatselijke Besturen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 november 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,
G. MATHOT

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 92 — 3124

[C — 31422]

26 NOVEMBER 1992. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot regeling van de bijdrage van het Gewest in de kosten inzake het opmaken van de bijzondere bestemmingsplannen

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 3 augustus 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter en van de Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister-Voorzitter,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de bijzondere bestemmingsplannen met een minimumoppervlakte van één hectare of die ten minste één huizenblok omvatten, opgemaakt overeenkomstig de artikelen 48 tot 59 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, hierna te noemen « de ordonnantie ».

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 92 — 3124

[C — 31422]

26 NOVEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale organisant l'intervention de la Région dans les frais d'élaboration des plans particuliers d'affectation du sol

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment l'article 15;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 3 août 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Secrétaire d'Etat, adjoint au Ministre-Président,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux plans particuliers d'affectation du sol d'une superficie minimum d'un hectare ou couvrant au moins un îlot, établis conformément aux articles 48 à 59 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, dénommée ci-après « l'ordonnance ».